



Contexte

Description de la crise

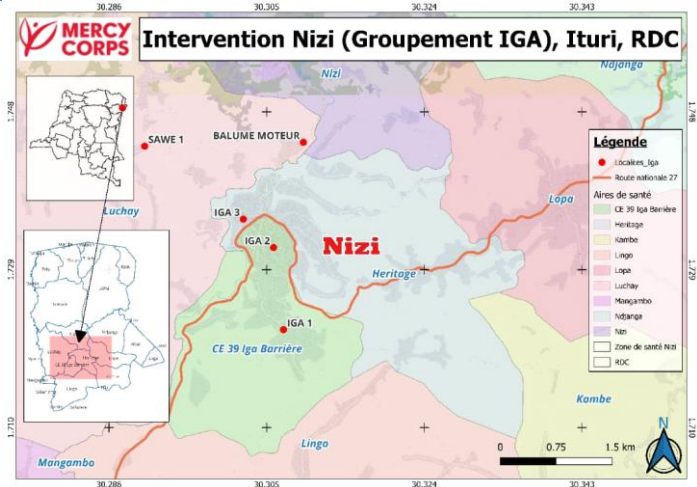
Depuis juin 2025, le territoire de Djuu est confronté à une crise sécuritaire aiguë, marquée par une recrudescence des affrontements entre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et les miliciens CRP/Zaire, ainsi que par les incursions répétées des éléments de la milice CODECO. Ces violences ont particulièrement touché les aires de santé de Kambe, Nizi, Lopa, Héritage, Lingo et Baimana, provoquant des déplacements massifs de population en juillet et out 2025. Ces affrontements se sont poursuivis en aout obligeant les mêmes personnes déplacées dans la zone de sante de Nizi, précisément Iga barrière a se déplacée à nouveau autour de Bunia. Avec l'accalmie observée

Les données collectées entre le 13 et le 15 octobre lors de l'évaluation rapide multisectorielle (ERM) indiquent qu'environ 42 306 personnes, réparties en 7 051 ménages, ont été identifiées dans les localités évaluées. Parmi ces ménages l'ont retrouvé des déplacés internes, des retournés, et des membres des communautés hôtes ou autochtones. Ces chiffres ont été obtenus à travers des enquêtes porte-à-porte, complétées par des entretiens avec les informateurs clés (IC) et des groupes de discussion communautaires (GDC).

Les vagues de déplacement les plus importantes ont été enregistrées entre le 14 juillet et le 3 août, période durant laquelle au moins 13 civils avaient été tués. De nouveaux mouvements ont été signalés les 12 et 13 août, à la suite d'opérations de ratissage menées par les FARDC, qui ont provoqué des tirs d'obus jusque dans les sites d'hébergement. En fin août et courant septembre, d'autres affrontements dans les aires de santé de Lingo, Lopa, Kambe et Nizi ont entraîné de nouveaux déplacements, dont l'ampleur exacte reste difficile à estimer.

La majorité des déplacés identifiés (32 260 personnes) sont hébergés dans les chefferies des Bahema Baguru et Nord, dans les aires de santé de Lopa, CE 39 Iga Barrière, Héritage, Luchay, ainsi que dans le secteur Walendu Djatsi (AS de Lingo) et la chefferie de Mambisa (AS de Nizi, Baimana, etc.). Ces personnes sont accueillies dans des familles souvent elles-mêmes affectées par les déplacements ou ayant déjà accueilli d'autres déplacés. La pression démographique est particulièrement forte dans des villages et sites, qui ont absorbé les populations de plus de douze villages du groupement de Malabo, épiceentre des combats depuis mi-mai 2025.

La crise a également entraîné une dégradation significative des conditions de vie : perturbation des activités agricoles et commerciales, blocage des axes de ravitaillement par des barrières illégales, et flambée des prix des denrées de base. Alimentaires ont contribué à une précarité accrue, tant pour les déplacés que pour les familles hôtes, avec des besoins humanitaires urgents dans plusieurs secteurs, notamment la sécurité alimentaire, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, ainsi que les moyens de subsistance.



Source des résultats : <sup>1</sup>	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	6042	6042	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	8/1/2025	8/15/2025	
Date de fin de crise	10/1/2025	10/5/2025	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	6866	1662	
Taille moyenne ménages	6.1	-	
Accès physique			
Accès sécuritaire			
Présence de la MONUSCO			
Incidents au cours des 2 dernières semaines			
Couverture tél.	100%	(estimation)	
Source : équipe d'évaluation			
Voiture			
Oui			
Non			
0			
EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés			
RDS: Revue de données secondaires			
GDC: Groupe de discussion communautaire			
OL: Observations libres			

## Conséquences humanitaires

Les principales conséquences humanitaires observées dans la zone sont multiples et graves. On note d'abord un déplacement massif de la population, entraînant une pression extrême sur les ressources locales. Les ménages ont subi des pillages systématiques de leurs biens, notamment les articles ménagers essentiels, l'argent, le bétail, ainsi que les boutiques et dépôts des commerçants. Des séparations d'enfants avec leurs familles ont été signalées, accentuant leur vulnérabilité. La crise a également engendré des violences physiques et sexuelles, des assassinats ciblés et des pertes en vies humaines. De nombreuses maisons ont été partiellement ou totalement détruites par les éclats d'obus, et certaines femmes ont subi des avortements spontanés liés aux traumatismes causés par les bombardements. Les champs ont été pillés, les cultures volées, et des stocks de nourriture ont été emportés par des individus non identifiés lors des déplacements.

### Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	1%
18-64 ans	21%	16%
6-17 ans	24%	23%
7 mois-5 ans	7%	5%
0-6 mois	1%	0%
Total	54%	46%

### Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) <sup>2</sup>

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	96%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

### Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	3725				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	1%	14%	-	84%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	0%	-	34%	-	66%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	32%	-	-	52%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	100%	-	-	-	0%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	60%	-	40%	-	0%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	9%	-	5%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	2%	55%	42%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	89%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	4%	19%	67%	10%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	57%	1%	18%	0%	9%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	8%	-	44%	-	47%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	17%	40%	4%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	63%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme, Diarrhée				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	96%	-	-	-	4%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	85%	-	-	-	15%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	92%	-	-	-	8%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	86%	-	8%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	29%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

### Perspective d'évolution de la crise

Depuis mi-mai 2025, la zone de santé de Nizi, notamment l'aire de santé de Iga Barrière, est confrontée à une crise sécuritaire aiguë marquée par des affrontements entre les Forces Armées de la RDC (FARDC) et les miliciens CRP/Zaire, ainsi que des incursions répétées des éléments de CODECO. Ces violences ont provoqué des déplacements massifs de populations, principalement entre le 14 juillet et le 3 août, avec des pics de violence ayant causé au moins 13 morts civils entre le 13 et le 21 juillet. La situation sanitaire est critique : sur les 12 structures de santé de la ZS de Nizi, seules trois sont fonctionnelles, ce qui limite gravement l'accès aux soins pour les déplacés et les communautés hôtes. La pression démographique est particulièrement forte dans certains villages comme Limbu, Tsiku et Sombe, qui ont absorbé les populations de plus de douze villages du groupement de Malabo, épicentre des combats.

Les activités économiques sont également paralysées : les certaines boutiques sont encore fermées, l'accès aux champs est compromis, et les routes sont entravées par des barrières et des frais de passage élevés, aggravant l'insécurité alimentaire et la pauvreté. La situation sécuritaire reste hautement volatile. Malgré quelques périodes d'accalmie, les opérations militaires et les affrontements sporadiques entre groupes armés continuent de provoquer des déplacements secondaires et entravent les efforts de réponse humanitaire et de paix.

## Besoins prioritaires

### Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) <sup>2</sup>

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	98%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	2%
Vouchers / foires	33%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	58%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	2%
Autre	3%

### Types de besoins prioritaires de la population (IC) <sup>2</sup>

	(Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup> Fréquence max. possible: 20
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	20
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	4
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	0
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	16
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	2
Santé	4
Education	2
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	8
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

## Informations sur l'enquête

### Méthodologie

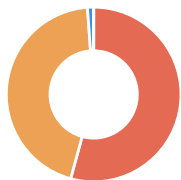
La collecte des données s'est appuyée sur une approche méthodologique combinant trois outils principaux : un questionnaire d'enquête ménage (EM), un guide d'entretien pour les informateurs clés (IC), et un guide pour les groupes de discussion communautaires (GDC). Les questionnaires EM et IC ont été numérisés sur la plateforme ONA et administrés via l'application ODK Collect à l'aide de téléphones Android. En revanche, les entretiens de groupes de discussion ont été réalisés à l'aide de guides en version papier. L'enquête ménage a été conduite auprès de 100 ménages, sélectionnés conformément aux recommandations du Groupe de Réflexion sur l'Évaluation ERM en RDC (janvier 2023), et répartis proportionnellement dans sept localités selon la taille de leur population respective. La collecte des données s'est déroulée de manière aléatoire sur une période de trois jours, du 13 au 15 octobre 2025. Les résultats ont été enrichis par dix entretiens avec des informateurs clés (leaders communautaires, personnel de santé et d'éducation) ainsi que par sept groupes de discussion communautaires, permettant une triangulation des données et une meilleure compréhension des besoins et dynamiques locales.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	e déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Non	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	10/13/2025	10/13/2025	10/14/2025
Date de fin de l'enquête	10/15/2025	10/15/2025	10/15/2025
Organisation	MERCY CORPS	MERCY CORPS	MERCY CORPS
Mission inter-agence/inter-organisation?	Non	Non	Non

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
IGA 3	2040	26	1	
IGA 1	1420	21	5	2
SITE TUUNGANE	428	8		1
IGA 2	1450	19	2	1
BALUMA MOTEUR	381	6	2	
SITE INSTITUT	537	11		1
SITE CECA 20	610	9		1
<b>TOTAL</b>	<b>6866</b>	<b>100</b>	<b>10</b>	<b>6</b>

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



■ 1    ■ 2  
■ 3    ■ 4  
■ 5

	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	54%	56%	
Retournés	45%	22%	
Communauté hôte / autochtones	1%	22%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

## Analyse des mouvements de population

Dans les zones de retour, la situation est relativement calme. Environ 90 % de la population est revenue dans les villages, y compris dans les trois sites de regroupement (Tuungane, CECA 20 et Institut). Cependant, près de 5 % des habitants, principalement des jeunes, restent encore déplacés par crainte pour leur sécurité. En ce qui concerne les mouvements de population, environ 5 % des membres de la communauté hôte autochtone sont restés sur place. Cette situation s'explique principalement par la présence de personnes âgées, de personnes vivant avec un handicap, de malades, ainsi que de certaines familles qui n'avaient tout simplement nulle part où aller. Environ 90 % de la population est déjà retournée dans ses villages respectifs. Ce mouvement de retour est progressif et motivé par l'accalmie observée dans les zones d'origine, mais aussi par les difficultés rencontrées dans les zones de déplacement, telles que le manque d'accès à la terre, la famine, l'absence de soins médicaux et l'incapacité à payer les loyers. Toutefois, près de 5 % des ménages déplacés restent encore dans les zones d'accueil, leurs maisons ayant été partiellement ou totalement détruites. Les personnes déplacées ont été accueillies sans aucune forme de discrimination par les populations autochtones retournées, notamment dans les trois sites où cohabitent aujourd'hui des anciens déplacés, des retournés et des familles hôtes. Cette dynamique a favorisé une cohabitation pacifique dans les localités d'accueil, créant un climat de solidarité et de soutien mutuel. Une forte cohésion sociale est observée dans la zone, illustrée par l'accueil chaleureux des déplacés, auxquels les autochtones offrent des travaux journaliers, partagent des activités communautaires et, dans certains cas, mettent gratuitement à leur disposition des maisons, des vivres et des articles ménagers essentiels (AME). Ces gestes témoignent d'un engagement communautaire fort en faveur de l'entraide et du vivre-ensemble.

**Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)**

Déplacés	3725	926
Retournés	3063	368
Communauté hôte / autochtones	78	365
Réfugiés	0	2
Rapatriés / expulsés	0	2

**Nombre total estimé de ménages  
dans la zone enquêtée**

Nombre total estime de menages dans la zone enquêtée	6866	1662
---	------	------

**Taille moyenne des ménages (EM)**

Taille moyenne des ménages (EM)	6.1	-
---------------------------------	-----	---

**Pression démographique (ratio  
déplacés + retournés / communauté  
hôte)**

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)	99%	355%	#REF!
---	-----	------	-------

### Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

(Réponse IC majoritaire)		
Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil	11%	ii, beaucoup (plus de la moi

### Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée	733	-
---	-----	---

#REF!

#REF!

**Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement** (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/C/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	
Retournés	
Communauté hôte / autochtones	
Réfugiés	
Rapatriés/Expulsés	
<b>Total</b>	

## Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.**

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

### EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0	0%
	115-125 mm	2	100%	2	4	67%
	>125 mm	0	0%	2	2	33%
	MAG	2	100%	2	4	67%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0	0%
	115-125 mm	2	50%	3	5	31%
	>125 mm	2	50%	9	11	69%
	MAG	2	50%	3	5	31%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0	0%
	115-125 mm	4	67%	5	9	40%
	>125 mm	2	33%	11	13	60%
	MAG	4	67%	5	9	40%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0	0%			
	185-230 mm	4	5%			
	>230 mm	8	9%			
	MAG	4	5%			

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.**

### IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés



	< 2 ans		≥ 2 ans	Total
	n		n	n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	1	1	2
	115-125 mm	4	5	9
	MAG	5	6	11
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	1	1
	115-125 mm	6	3	9
	MAG	6	4	10
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	1	2	0
	115-125 mm	10	8	18
	MAG	11	10	21
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0		
	185-230 mm	0		
	>230 mm	0		
	MAG	0		

## Analyse Nutrition

Les données nutritionnelles révèlent une situation préoccupante dans la communauté. Selon les enquêtes ménage, sur les enfants de moins de 5 ans évalués, tous présentent une malnutrition aiguë modérée, soit une prévalence de 100 %, bien qu'aucun cas de malnutrition aiguë sévère n'ait été détecté. Chez les femmes enceintes et allaitantes, 4 cas de malnutrition aiguë modérée ont

été identifiés sur les 4 évaluées. En revanche, les données issues des informateurs clés indiquent une situation plus grave : 21 cas de malnutrition aiguë globale chez les enfants, dont 18 cas de malnutrition aiguë modérée et 3 cas de malnutrition aiguë sévère. Chez les femmes enceintes et allaitantes, les informateurs clés ne rapportent aucun cas de malnutrition.

## Sécurité alimentaire

		EM	IC	Sévérité
		(% de ménages)	(Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			10	
Principales activités de subsistance (EM, IC) <sup>2</sup>				
Travail journalier		55%	10	
Agriculture de subsistance		20%	1	
Agriculture de rente		1%	0	
Activités de pêche		0%	0	
Activités de chasse / cueillette		0%	0	
Élevage		0%	0	
Exploitation minière artisanale		2%	10	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)		0%	2	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)		0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)		3%	0	
Aucune		7%	0	
Autre		0%	0	
Ne sait pas		0%	0	
Accès à la terre (EM)				
Oui		38%	-	
Non		62%	-	
Ne sait pas		0%		
Ne se prononce pas		0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)				Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)				Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)				
Oui		94%	-	
Non		6%	-	
Ne sait pas		0%	-	
Ne se prononce pas		0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)				
Le marché n'est plus fonctionnel		0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin		0%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché		0%	-	
Autre		0%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)				Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)				
Oui		34%	4	
Non		66%	6	
Ne sait pas		0%	0	
Ne se prononce pas		0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)				
Presque pas de faim		-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture		-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture		-	0	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès		-	0	
Ne sait pas		-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire</b>		10	
<b>Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) <sup>2</sup></b>			
Production personnelle	30%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	12%	-	
Marché	73%	-	
Travail pour de la nourriture	57%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	2%	-	
Petit commerce	10%	-	
Vente de braises/charbon, etc	3%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	2%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	1%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	3%	-	
Autre	6%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)</b>			
Aucune réserves	84%	-	5
1-2 semaines	14%	-	3
3-4 semaines	1%	-	
Plus de 4 semaines	1%	-	1
<b>Nombre moyen de repas par jour (EM)</b>			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
<b>Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) <sup>4</sup></b>			
Acceptable (>42)	0%	-	1
Limite (>28)	34%	-	3
Pauvre (≤28)	66%	-	5
<b>Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) <sup>5</sup></b>			
Durable (<4)	0%	-	1
Sous pression (<19)	32%	-	3
Crise / urgence (≥19)	68%	-	5

## Analyse Sécurité alimentaire

La situation alimentaire des ménages est extrêmement préoccupante. La majorité (55%) dépend du travail journalier comme principale activité de subsistance, une source de revenu instable et vulnérable aux chocs. L'accès à la terre est limité : seulement 38% des ménages en disposent, ce qui restreint leur capacité à produire leur propre nourriture. Bien que 94% des ménages s'approvisionnent sur le marché, 84% ne disposent d'aucune réserve alimentaire, les exposant à une insécurité alimentaire aiguë. Le nombre moyen de repas par jour est de 1 ; ce qui est bien en dessous du seuil acceptable, et 66% des ménages présentent un score de consommation alimentaire pauvre. En outre, 68% des ménages sont en situation de crise ou d'urgence selon l'indice des stratégies de survie, adoptant des mécanismes négatifs pour faire face à la faim. Ces indicateurs convergent vers une crise nutritionnelle sévère nécessitant une réponse humanitaire urgente et multisectorielle.



## Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		10	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	29%	-	
En famille d'accueil	14%	-	
Dans un site spontané	24%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	25%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	8%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM <sup>6</sup> , IC <sup>2</sup> )			
Maison (construction durable)	6%	2	
Maison (construction non-durable délabrée)	71%	8	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	23%	10	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	1	
Ecole transformée en centre collectif	-	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Oui , quelques-uns (moins de la moitié)	
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	89%	-	Sévérité 5
Non	11%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) <sup>7</sup>			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	2%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	26%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	25%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	2%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	7%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	12%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	23%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5

Analyse Abris

Ces données traduisent une crise aiguë en matière d’abris, nécessitant une réponse urgente pour améliorer les conditions de vie et réduire les risques liés à l’exposition prolongée à des environnements insalubres et instables. Les conditions d’hébergement des ménages déplacés révèlent une précarité alarmante. Près de 71% des ménages vivent dans des maisons non-durables et délabrées, tandis que 23% occupent des abris d’urgence construits avec des matériaux de fortune. Seul le reste réside dans des habitations durables. En termes d’occupation, 24% des ménages vivent dans des sites spontanés, 25% sont locataires, et 14% sont hébergés en famille d’accueil, souvent dans des conditions de surpopulation. La promiscuité est très élevée, touchant la majorité des ménages, ce qui augmente les risques sanitaires, psychosociaux et de protection, notamment pour les femmes et les enfants.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

		EM	IC	Sévérité
		(% de ménages)		
<b>Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)</b>				
Oui		53%	-	
Non		45%	-	
Ne sait pas		2%	-	
Ne se prononce pas		0%	-	
<b>Score card AME</b>				
< 1		0%	-	1
1 – 1.9		4%	-	2
2 – 2.9		19%	-	3
3 – 3.9		67%	-	4
4 – 5		10%	-	5

Analyse AME

Les données révèlent des disparités importantes en matière d’hygiène et d’accès aux biens essentiels. Bien que 53% des femmes et filles utilisent des kits d’hygiène menstruelle, près de 45% n’en disposent pas, ce qui traduit des obstacles persistants liés à l’accessibilité et surtout au coût. Cette situation expose une partie significative des femmes et jeunes filles à des risques sanitaires. Parallèlement, l’analyse du Score Card AME indique une sévérité critique : 67% des ménages se situent au niveau 4 et 10 % au niveau 5, traduisant un accès limité aux biens essentiels. Aucun ménage n’atteint le niveau 1, ce qui confirme une crise humanitaire aiguë où la majorité des ménages sont contraints à des stratégies négatives pour survivre.

## Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>		<b>14</b>	
<b>Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)</b>			
Robinets privés	-	1	
Robinets public / bornes fontaines	-	2	
Puits à pompe / forage	-	1	
Puits creusé aménagé	-	1	
Source naturelle aménagée	-	1	
Source naturelle non-aménagée	-	1	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	21	
Camion-citerne	-	1	
Charrette avec petite citerne	-	1	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	12	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	1	
<b>Type de source d'eau (EM) <sup>8</sup></b>			
Source améliorée	72%	-	1
Source non-améliorée	26%	-	3
Eau de surface	0%	-	4
<b>Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)</b>			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	63%	-	4
<b>Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)</b>			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
<b>Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)</b>			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
<b>Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)</b>			
< 30 minutes	91%	-	
De 31 minutes à 2 heures	9%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
<b>Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) <sup>2</sup></b>			
Pas de problème	42%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	15%	4	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	0%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	0%	3	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	0%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	29%	14	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	1%	0	
L'eau est trop chère	32%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	16%	0	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	1%	0	
Autre	3%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>		<b>14</b>	
<b>Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) <sup>2</sup></b>			
Tous les membres sans distinction	0%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	0%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) <sup>7</sup></b>			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	57%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	1%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	14%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	18%	-	4
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	0%	-	5
Accès à de l'eau de surface uniquement	0%	-	
Pas assez d'eau pour boire	9%	-	
<b>Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)</b>			
Oui, eau et savon	8%	-	1
Oui, eau seulement	44%	-	3
Non	47%	-	5
<b>Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)</b>		Aucun(e)	
<b>Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)</b>		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
<b>Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)</b>			
Oui	71%	-	
Non	29%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Latrines séparées par sexe (EM)</b>			
Oui	23%	-	
Non	77%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) <sup>2</sup></b>			
Présence de matières fécales	-	12	
Eau stagnante	-	8	
Déchets solides domestiques	-	8	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	1	
Rongeurs / rats	-	0	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>		<b>14</b>	
<b>Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) <sup>7, 9</sup></b>			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	17%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	40%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	4%	-	5

## Analyse EHA

Les données du secteur Eau, Hygiène et Assainissement révèlent une situation encore préoccupante dans plusieurs aspects liés à l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement. L'accès à l'eau dans la zone semble globalement satisfaisant dans les villages. Dans les sites de déplacés, l'eau de mauvaise qualité et compromet la santé des pusieurs personnes surtout des enfants. Bien que la majorité des ménages utilisent des sources améliorées, une part importante dépend encore de points d'eau non protégés, ce qui les expose à des risques sanitaires. Les pratiques d'hygiène sont particulièrement préoccupantes : la plupart des ménages ne disposent pas de dispositifs adéquats pour le lavage des mains, ce qui favorise la propagation des maladies hydriques. Au sein des villages, en matière d'assainissement, la promiscuité dans l'utilisation des latrines est très élevée et certaines familles pratiquent encore la défécation à l'air libre.

## Santé

<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé</b>		<b>14</b>	
<b>Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)</b>			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	<div></div>	81%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		0%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	<div></div>	19%	-
Autre		0%	-
<b>Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)</b>			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	<div></div>	80%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		0%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	<div></div>	20%	-
Autre		0%	-
<b>Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)</b>			Non consensus
<b>Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)</b>			
Moins de 1 heure	<div></div>	95%	-
Entre 1 heure et 2 heures	<div></div>	5%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		0%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		0%	-
<b>Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)</b>			
A la maison avec famille	-	0	
A la maison avec sage-femme	-	0	
A la maison avec infirmier	-	0	
Centre de sante / d'accueil	-	14	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé</b>		<b>14</b>	

#### Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) <sup>2</sup>

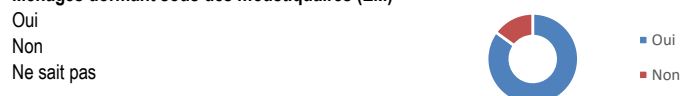
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	5	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	10	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	

#### Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	63%	-	4
Fièvre	86%	-	
Toux	39%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

#### Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)



Oui	39%	-
Non	7%	-
Ne sait pas	0%	-

#### Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

##### Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	9	47
Infection Respiratoire Aigue	37	9
Diarrhées aiguës	0	16
Typhoïde	0	0
Malnutrition aigue globale	0	4
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

##### Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

##### Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

##### Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Non consensus

## Analyse Santé

L'accès aux soins dans la zone repose principalement sur les structures de santé formelles, mais une proportion non négligeable de ménages préfère se soigner à domicile, souvent par manque de moyens financiers ou en raison de ruptures fréquentes de médicaments et d'équipements. Bien que la distance ne soit pas un obstacle majeur, la qualité et la disponibilité des services restent limitées, ce qui accentue la vulnérabilité des populations. Les maladies les plus courantes sont le paludisme, les infections respiratoires et les diarrhées, particulièrement chez les enfants de moins de cinq ans, qui présentent aussi des symptômes de fièvre et de malnutrition. La faible couverture en moustiquaires et les conditions d'hygiène précaires aggravent ces risques. Les informateurs clés signalaient une augmentation du nombre de patients depuis le début de la crise, mettant sous pression des structures déjà fragiles.

## Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection</b>		<b>12</b>	
<b>Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)</b>			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	4%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	OuiNon	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	0	
<b>Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)</b>			
Présence de PSH	15%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	4	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	8	-	
Nombre total de personnes âgées	3	-	

### Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)<sup>2</sup>

Rien à signaler / Pas de problème  
Meurtre  
Mutilations / coups et blessures  
Violences intercommunautaires  
Violences sexuelles  
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement  
Blessés / morts dus aux mines  
Mariage forcé / précoce  
Violences conjugales  
Séparation des familles  
Pillage / vol / cambriolage  
Pillage du bétail  
Arrestations arbitraires  
Harcèlement ou divulgation de renseignements  
Recrutements / enrôlements forcés  
Démobilisation d'acteurs armés  
Travaux forcés  
Autre  
Ne sait pas  
Ne se prononce pas

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>			
H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
2	0	3	0
0	0	0	0
0	2	0	0
0	0	0	0
4	11	0	12
0	0	4	0
0	0	0	0
5	6	0	7
1	7	0	0
1	1	0	0
1	1	0	0
0	0	0	0
8	0	7	0
3	1	2	0
1	0	1	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0

### Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)<sup>2</sup>

Violence physique ou harcèlement	■	3%	-
Déni d'accès à des services		0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées		0%	-
Mariage forcé	■	2%	-
Travail forcé		0%	-
Pas de cas dans le ménage	■	88%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	■	3%	-

### Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)<sup>2</sup>

Violence physique ou harcèlement	■	7%	-
Déni d'accès à des services		0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées		0%	-
Mariage forcé	■	2%	-
Travail forcé		0%	-
Pas de cas dans le ménage	■	88%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	■	2%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Oui

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection</b>		<b>12</b>	
<b>Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) <sup>2</sup></b>			
Pas de cas dans la communauté	79%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	1%	-	
Viol	16%	-	
Agression sexuelle	7%	-	
Violence physique ou harcèlement	12%	-	
Mariage forcé	6%	-	
Déni d'accès à des services	2%	-	
Abus psychologique / émotionnel	1%	-	
<b>Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)</b>		Non	
<b>Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)</b>			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	2	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	3	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	2	
Ne se prononce pas	-	2	
<b>Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)</b>		Oui	
<b>Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) <sup>2</sup></b>			
Aucun problème	-	9	
Accaparement des terres	-	0	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDI	-	0	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	3	
Autre	-	0	

## Analyse Protection

Bien que peu de ménages aient accueilli des enfants non accompagnés, des cas isolés sont signalés, et environ 15% des ménages comptent des personnes en situation de handicap, ce qui nécessite une attention particulière pour l'accès aux services. Les violences sexuelles, les mariages forcés et les violences physiques figurent parmi les principales préoccupations, exacerbées par la promiscuité dans les abris et la précarité économique. Les mécanismes communautaires de médiation existent mais restent insuffisants pour prévenir les tensions et protéger efficacement les personnes à risque. L'absence de services spécialisés pour la prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre accentue la vulnérabilité des femmes et des filles.

## Éducation

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education</b>		<b>12</b>	
<b>Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)</b>		Oui	
<b>Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)</b>			
Moins de 1 heure	86%	-	1
Plus de 1 heure	8%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
<b>Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)</b>			
Oui	3%	-	
Non	97%	-	
Ne sait pas	0%	-	
<b>Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)</b>		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
<b>Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)</b>			
Ecoles existantes	-	11	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	1	
<b>Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)</b>			
Garçons (Primaire)	29%	-	
Filles (Primaire)	24%	-	
Garçons (Secondaire)	34%	-	
Filles (Secondaire)	29%	-	
Total	29%	-	2
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
<b>Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)</b>			
Manque de moyens pour payer l'école	0%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	4%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	9%	-	
Ne se prononce pas	5%	-	

### Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires  
 Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire  
 Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)  
 Elles / Ils doivent travailler à la maison  
 Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité  
 Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)  
 Mariage précoce / mariage forcé  
 Grossesse précoce  
 Faim  
 La route pour aller à l'école est trop dangereuse  
 Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)  
  
 Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)  
 L'école est trop loin  
 L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller  
 Autre  
 Ne sait pas  
 Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée)<sup>3</sup>

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
4	1
0	0
0	2
0	1
4	3
0	0
0	-
0	-
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
1	2
0	0
0	0

### Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

#### Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	80%
Avant la crise	-	75%

#### Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	75%
Avant la crise	-	80%

#### Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	60
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	70

## Analyse Éducation

L'accès à l'éducation à Iga Barrière reste globalement possible, car la plupart des ménages disposent d'une école primaire fonctionnelle à proximité. Cependant, la fréquentation scolaire est fortement perturbée par la crise : de nombreux enfants ne vont pas régulièrement à l'école, et certains n'y sont pas inscrits, en particulier ceux issus de familles déplacées. Les raisons principales incluent le manque de moyens financiers pour payer les frais scolaires, les déplacements récents et, dans certains cas, la nécessité pour les enfants de travailler pour soutenir la famille. Les filles sont particulièrement vulnérables à ces obstacles, ce qui accentue les inégalités éducatives. Bien que les cours se déroulent principalement dans des écoles existantes, la surcharge des classes et le manque de matériel pédagogique compromettent la qualité de l'apprentissage.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP</b>		<b>20</b>	
<b>Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)</b>		Non	
<b>Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) <sup>2</sup></b>			
Pas d'aide reçue	96%	-	
Nutrition	0%	0	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	0%	0	
Santé	0%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	0%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
<b>Types de besoins prioritaires de la population (IC) <sup>2</sup></b>			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	20	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	4	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	0	
AME	-	16	
EHA	-	2	
Santé	-	4	
Education	-	2	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	8	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
<b>Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) <sup>2</sup></b>			
Cash physique (en espèces)	98%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	2%	-	
Vouchers / foires	33%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	58%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	2%	-	
Autre	3%	-	

	EM (% de ménages)	IC
<b>Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) <sup>2</sup></b>		
Pas de besoin d'information	33%	-
Où recevoir l'assistance	24%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	24%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	2%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	32%	-
Comment donner son feedback	3%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	0%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	0%	-
Autre	3%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
<b>Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) <sup>2</sup></b>		
Appel téléphonique	13%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	64%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	12%	-
SMS	2%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	8%	-
Crieurs publics avec mégaphones	9%	-
Au travers des leaders communautaires	50%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	1%	-
Organisations / comités de femmes	1%	-
Autorités locales gouvernementales	7%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	5%	-
<b>Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) <sup>2</sup></b>		
Appel téléphonique	30%	-
Boîte à plaintes	0%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	64%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	8%	-
SMS	2%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	5%	-
Crieurs publics avec mégaphones	5%	-
Au travers des leaders communautaires	43%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	5%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)	5%	-
Préfère ne pas répondre	5%	-

## Analyse AAP

D'après les données des EM ainsi que des GDC, la majorité des ménages préfèrent recevoir une assistance sous forme de transfert monétaire, suivie par l'aide en nature. Les transferts électroniques et les vouchers sont peu demandés, probablement en raison d'un accès limité aux services financiers ou d'une faible familiarité avec ces mécanismes. Les besoins prioritaires identifiés par la communauté concernent principalement la nourriture, les articles ménagers essentiels et les moyens financiers, ce qui reflète une situation où la survie prime sur les autres besoins. Par ailleurs, un grand nombre de ménages n'a pas encore bénéficié d'assistance, et les attentes en matière d'information sont fortes, notamment sur les critères de ciblage, les modalités d'enregistrement et les lieux de distribution. Les canaux de communication privilégiés restent le face-à-face avec les travailleurs humanitaires et les leaders communautaires, confirmant l'importance des approches de proximité et de confiance.

## Conclusions générales et commentaires

La crise dans la zone de santé de Nizi, particulièrement dans l'aire de santé d'Iga Barrière, a généré des impacts multisectoriels sévères. Les déplacements massifs de population ont entraîné une pression extrême sur les ressources locales, aggravant la vulnérabilité des ménages et des communautés hôtes. Les besoins essentiels – nourriture, eau, abris, soins de santé et éducation – sont largement non satisfaits, tandis que les indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle révèlent une situation critique. Les conditions d'hygiène et d'assainissement sont précaires, augmentant les risques de maladies d'origine hydriques, et le système de santé est sous pression avec des ruptures de médicaments et une hausse des cas de paludisme, diarrhées et infections respiratoires. Les risques de protection, notamment les violences basées sur le genre et la vulnérabilité des enfants, sont élevés, accentués par la promiscuité et l'absence de mécanismes de prise en charge. Enfin, la redevabilité envers les populations affectées reste limitée, avec un déficit d'information et une faible couverture de l'assistance humanitaire.

Commentaires :

La situation exige une réponse multisectorielle urgente, centrée sur la sécurité alimentaire, la santé, l'eau et l'hygiène, ainsi que la protection.

Les interventions doivent être adaptées aux préférences des communautés, en privilégiant le tranfert monétaire et l'aide en nature, tout en améliorant la communication et les mécanismes de feedback. Une attention particulière doit être accordée aux groupes vulnérables (femmes, enfants, personnes handicapées) pour garantir une réponse inclusive et respectueuse des principes humanitaires.

## Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)